

LA LETTRE DE VOTRE DÉPUTÉE

FÉVRIER 2024



**Chères concitoyennes,
chers concitoyens,**

Loin de l'agitation, je continue cette année ma mobilisation et mon engagement sur les sujets de fond : sujets dont je fais ma priorité et qui nécessitent, par conséquent, un travail en profondeur et de longue haleine.

Parmi ces sujets, les droits des femmes : à la Délégation aux Droits des Femmes, que je préside, nous nous battons pour reconnaître l'IVG comme droit fondamental en l'introduisant dans la Constitution, pour modifier le regard sur le viol et travailler sur la notion de consentement, pour lutter contre les violences dans le cadre familial ou encore pour repenser la place de la femme dans la pratique du sport et dans les instances dirigeantes.

Par ailleurs, j'ai cette année divers objectifs, comme :

Accompagner notre économie vers une consommation plus vertueuse : c'est tout le sens de la loi AGECE (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) que nous avons voté il y a 4 ans. Ayant été rapporteure de ce texte, je suis aussi en charge de son évaluation sur le terrain et je ne manquerai pas de vous en partager les résultats !

Lutter contre la montée des extrêmes : le bien vivre ensemble est à la source de mon engagement. Nous vivons une période où cette valeur est malmenée par la montée d'extrêmes qui se saisissent d'une conjoncture difficile pour déverser des messages haineux, et, l'anonymat sur les réseaux sociaux favorise ce déferlement de violences verbales en toute impunité.



Enfin, localement, je continuerai cette année encore à soutenir la spécificité de notre territoire en accompagnant les projets qui permettent aux jeunes ménages et aux candidats à l'emploi de s'installer durablement dans notre département. Je porte, pour cela, des textes sur le sujet du logement, clé de voute de nombreuses problématiques. D'autres sujets captivent mon attention, notamment l'agriculture en montagne, la gestion du loup et son intégration dans le nouveau plan national, les projets ferroviaires liés à la mobilité, ainsi que les enjeux liés à la santé. Je m'engage à continuer les échanges avec les acteurs impliqués dans ces domaines.

2024 est une année de fête sportive avec l'organisation des JO à Paris : ces Jeux Olympiques et paralympiques seront, pour notre pays, un moment de liesse et de fierté nationale. Nous pourrons ainsi célébrer nos succès et nos athlètes, mais aussi démontrer notre diversité et la force de notre engagement collectif.

Cet engagement collectif pour un lendemain positif, j'y crois ! Et j'emmène derrière moi toutes celles et ceux qui veulent contribuer à le construire en rejoignant le collectif des Citoyens Engagés, ou, pour les juniors, le Parlement des Jeunes que j'ai initié sur la 1ère circonscription.

Ensemble construisons une année de paix et de belles réalisations !

À vos côtés,



2023 en quelques chiffres...

934

amendements signés

67 604

kilomètres parcourus

105

interventions en commission

Pour 2024, je vous souhaite...





RETOUR EN IMAGES |



Commémoration de la
chute du bombardier
britannique Halifax

24 septembre, Meythet



Remise de l'Ordre
National du Mérite
au préfet Y. Le
Breton

30 septembre, Annecy



Retour des alpages

14 octobre, Annecy



Cérémonie du
11 novembre

11 novembre, Annecy



L'équipe complète à
l'Assemblée nationale !

20 novembre, Paris



Lancement du
chantier du Haras

22 décembre, Annecy

| EN CIRCONSCRIPTION

DONNER LA PAROLE AUX CITOYENS

Dans chacune de mes communications, j'ai à cœur de rappeler les 3 missions de la députée : représenter les citoyens, contribuer à la fabrication de la loi et contrôler l'action du gouvernement. Pour répondre à ces missions, depuis plus d'un an, je déploie mon énergie pour faire vivre et animer deux collectifs citoyens et ainsi offrir une autre voie à la participation citoyenne.

LES CITOYENS ENGAGÉS

Après une réunion de rentrée en septembre au Trait d'Union à Épagny, Les Citoyens Engagés se sont retrouvés début décembre pour faire le point sur les avancées de leurs travaux.

Les groupes de travail ont ainsi pu présenter leurs propositions pour décarboner les mobilités du quotidien, pour valoriser le bénévolat ou encore pour répondre à la crise du logement.

Ces sujets, je me suis engagée à les porter auprès de mes collègues et du Gouvernement en mettant en lien le groupe avec Jean-Marc Zulesi, député et Président de la commission du Développement durable. Expert sur le sujet de la mobilité, M. Zulesi a pu faire un retour très précis sur les 10 propositions défendues par le collectif.



21 septembre, Épagny



2 décembre, Sales

| EN CIRCONSCRIPTION

DONNER LA PAROLE AUX CITOYENS

LE PARLEMENT DES JEUNES

Toujours motivée pour remédier à l'absentéisme des jeunes lors des dernières élections, je poursuis mon accompagnement d'un « Parlement des Jeunes » de ma circonscription emmené par Kilian Océane, deux anciens conseillers municipaux jeunes de Rumilly.

Après un an d'élaboration en petit comité, nous sommes désormais une quinzaine et les projets se dessinent au fil des réunions.

Le groupe les choisit par vote ou sondage : un véritable exercice de démocratie !

Parmi les sujets qui animeront nos travaux : récupérer des invendus alimentaires pour les redistribuer, participer à la Semaine de la jeunesse de Rumilly ou encore organiser un concours d'éloquence sur un sujet en lien avec les travaux d'actualité à l'Assemblée nationale. Notre prochaine réunion plénière aura lieu le 15 juin 2024.



25 novembre, Rumilly

J'encourage tous les jeunes citoyens de 11 à 18 ans à nous rejoindre en s'inscrivant ici :



| EN CIRCONSCRIPTION

CONVIER DES MINISTRES

Plusieurs fois par an, j'invite les ministres à plonger au cœur des préoccupations locales des citoyens de la circonscription. Cette démarche, axée sur la sensibilisation et l'information, vise à apporter un éclairage concret sur les besoins spécifiques, et sert ainsi de socle à la conception et à la mise en œuvre de politiques nationales pertinentes et adaptées aux besoins du territoire.



22 septembre, Annecy

LE PASTORALISME AVEC LAURENCE BOONE

Le 22 septembre dernier, nous avons accueilli en Haute-Savoie Laurence Boone, Secrétaire d'État chargée de l'Europe, pour lui faire découvrir nos enjeux transfrontaliers, nos réussites industrielles et la particularité de notre agro-pastoralisme.

| EN CIRCONSCRIPTION

CONVIER DES MINISTRES

LE LOGEMENT AVEC STANISLAS GUERINI

Le logement est un sujet majeur en Haute-Savoie. Notre territoire est singulier et mérite que notre politique du logement laisse plus de place à la différenciation.

Ce constat, j'ai eu l'occasion de le partager aux membres du Gouvernement et à mes collègues parlementaires. Cela s'est concrétisé de plusieurs manières :

Par l'annonce faite par Stanislas Guerini, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, d'une indemnité de résidence pour les fonctionnaires des communes du département qui subissent un coût de la vie exorbitant. Il s'agissait d'une demande forte des parlementaires et je me suis particulièrement impliquée pour que la liste des communes concernées soit largement élargie. De 61 communes, nous sommes passés à 133 grâce au travail collectif mené par tous les acteurs.

Consciente que cette indemnité ne résoudra pas la crise haut-savoyarde du logement, je mène en parallèle un travail parlementaire pour faire avancer nos sujets.

C'est dans cette perspective qu'au mois de novembre, nous avons reçu notre collègue David Amiel, député de Paris et chargé par le Gouvernement d'une mission sur l'accès au logement des fonctionnaires, de venir rencontrer les acteurs de notre territoire pour qu'il considère nos besoins et propositions de solutions. Loin d'un terrain de plainte, la Haute-Savoie est avant tout un territoire de prise d'initiative et de dynamisme.

C'est sur ces qualités que je me suis appuyée pour rédiger deux propositions de loi visant à faire du logement un levier d'attractivité face à la concurrence suisse et permettant également la relance de la construction. Nous avons, avec mes collègues de la majorité de Haute-Savoie, déposé ces textes auprès de notre groupe parlementaire avec l'ambition qu'il soit inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.



28 septembre, Annecy



17 novembre, Annecy



À L'ASSEMBLÉE NATIONALE |

RENDRE L'ÉCONOMIE "CIRCULAIRE"

C'est par le changement des modes de consommation que les modes de production changeront : c'est la bascule indispensable pour passer d'une économie linéaire à une économie circulaire.



LA LOI "AGEC"

En 2019, je suis rapporteure de la loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC), qui vise à faire basculer notre économie d'un modèle linéaire à un modèle circulaire, plus respectueux de notre environnement et de nos ressources, tout en étant meilleur pour notre pouvoir d'achat.

Près de 4 ans après le vote de cette loi, avec Stéphane Delautrette, député de la Haute-Vienne, nous en faisons désormais l'évaluation.

Concrètement, cela se traduit par plusieurs mois de consultations auprès des acteurs clés : industriels, consommateurs, associations ou encore ministres, afin d'évaluer la mise en oeuvre de cette loi et ses éventuelles difficultés.

À l'issue de ce rapport, nous ferons plusieurs propositions concrètes, aussi bien sur le plan législatif que réglementaire, pour apporter des correctifs et des améliorations au large dispositif de l'économie circulaire en France et ainsi accélérer le changement aussi bien dans les modes de production que dans les comportements.



À L'ASSEMBLÉE NATIONALE |

LUTTER POUR LA MIXITÉ DANS LE RUGBY



Membre du XV parlementaire, j'ai une très haute estime des valeurs sportives et de celles du rugby en particulier.

Je suis donc très fière d'intégrer et de co-présider la Commission Anti-Discrimination et Égalité de Traitement (CADET) au sein de la Fédération Française de Rugby, où j'animerai un groupe de travail destiné à faire avancer le sujet de la mixité et de la pratique féminine dans le rugby loisir.

Cet engagement fait écho à ma mission de Présidente de la Délégation aux Droits des Femmes, où je mène une mission sur la place des femmes dans le sport et cherche à mettre en place des leviers pour que les femmes aient accès au sport dès l'enfance et tout au long de leur vie.





À L'ASSEMBLÉE NATIONALE |

CRÉER DU LIEN

INVITER LES MAIRES DE LA CIRCONSCRIPTION

Chaque année, à l'occasion du Congrès des Maires qui se déroule à Paris, je suis très heureuse de recevoir un petit bout de Haute-Savoie grâce à la venue des maires et élus municipaux des communes de la circonscription. Nous avons vécu, avec mes trois autres collègues de Haute-Savoie, un superbe moment de convivialité qui s'est suivi d'une déambulation au cœur du Palais Bourbon pour faire découvrir aux maires une partie de notre activité parisienne !



23 novembre, Paris

ACCOMPAGNER LES PERSONNES ATTEINTES DE HANDICAP GRÂCE AU DUODAY



24 novembre, Paris

Le principe DuoDay est simple : entreprises, collectivités, associations accueillent une personne en situation de handicap pour partager une journée de travail. J'ai donc accueilli Linda, qui est atteinte de déficience visuelle. Cette journée constitue une opportunité pour changer de regard et lever des freins, tant du côté de la personne en situation de handicap que du professionnel qui l'accueille : le retour à l'emploi est possible avec un bon accompagnement, de la formation et des outils adaptés !

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE |

VOTER DES LOIS IMPORTANTES

LA LOI IMMIGRATION

En fin d'année 2023, j'ai pris la responsabilité de voter en faveur de la loi dite « Immigration », dans sa version enrichie par le Sénat : c'est un texte lourd et qui porte des mesures attendues par les Français, tant dans son volet « intégration » (maîtrise de la langue, intégration par le travail, régularisation pour les métiers en tension) que dans son volet « fermeté » (éloignement des étrangers représentant une menace, sanctionner l'exploitation de la misère, réforme de l'asile).

J'assume le vote de cette loi co-construite avec la majorité sénatoriale, et je ne veux pas que la bien-pensance médiatico-politique puisse prendre le pas sur les attentes et inquiétudes légitimes de nos concitoyens : ce texte n'est pas exactement celui que j'aurais souhaité, mais disposer d'une majorité relative, différente d'autant plus de la majorité sénatoriale, oblige à faire des compromis et tenir ses lignes rouges, ce que nous avons fait, et le Conseil Constitutionnel a validé la quasi-totalité du texte initial en aval du vote.

C'est donc un texte utile, dont je suis fière, qui montrera progressivement son efficacité dans le quotidien des Français.



19 décembre, Paris

DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES



Depuis 2022, je préside la Délégation aux Droits des Femmes et de l'Égalité Femmes-Hommes à l'Assemblée nationale. Une fonction d'une plus haute importance qui se traduit par des actions à plusieurs échelles.

À L'ÉCHELLE LOCALE

OCTOBRE ROSE

Cette année encore fut marquée par une belle mobilisation pour Octobre Rose, comme en témoigne le grand nombre d'événements organisés par nos communes et acteurs associatifs aux côtés du Comité Départemental de dépistage du cancer du sein.

La prévention reste essentielle pour lutter contre cette maladie qui touche près de 900 000 personnes en France. Il faut poursuivre la communication tout au long de l'année : 1 femme sur 2 ne se fait pas dépister !



DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES



À L'ÉCHELLE NATIONALE

UN TEXTE QUI INSTRUMENTALISE LA SOUFFRANCE DES FEMMES ATTEINTES D'ENDOMÉTRIOSE : LE RN MIS FACE À SES CONTRADICTIONS

Début octobre, le Rassemblement National a déposé un texte qui visait, soit-disant, à aider les femmes atteintes d'endométriose. Ce texte démagogique n'était bon ni sur le fond ni sur la forme puisqu'il proposait des mesures soit déjà existantes ; soit qui constituaient un recul dans la prise en charge des femmes atteintes d'endométriose.

Face à cette énième tentative d'instrumentalisation des femmes et de leurs droits, j'ai eu à coeur de pouvoir défendre dans notre hémicycle la santé des femmes en abordant des mesures efficaces pour prendre réellement en charge les femmes atteintes d'endométriose. Ces débats se sont soldés par le retrait du texte par le RN : preuve qu'il n'était ni solide, ni en faveur des droits des femmes !



12 octobre, Paris

DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES



À L'ÉCHELLE NATIONALE

LE PROJET DE LOI VISANT À SÉCURISER ET RÉGULER L'ESPACE NUMÉRIQUE : LUTTER CONTRE LES CYBERVIOLENCES POUR FAIRE DE L'ESPACE NUMÉRIQUE UN VECTEUR D'ÉGALITÉ

En France, 73% des femmes ont déjà été victimes de violences sexistes et sexuelles en ligne. Les violences sexistes et sexuelles n'ont pas leur place dans la rue, au travail et sur Internet.

Dans le cadre du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique, alors en cours de discussion à l'Assemblée nationale, j'ai souhaité que nous avancions concrètement sur ce sujet. Grâce à une mobilisation sans précédent de la Délégation aux Droits des Femmes, nous avons pu obtenir 4 avancées historiques pour garantir la sécurité des femmes et des filles dans les espaces numériques :

Nous avons créé :

- Une nouvelle infraction d'outrage sexiste en ligne pour que plus jamais les propos ou comportements sexistes ne restent impunis. Ces faits seront désormais passibles de 3 750 euros d'amende.
- Une nouvelle circonstance aggravante lorsque le chantage est à caractère sexuel, aussi connu sous le nom de "sextorsion". Ces faits seront désormais passibles de 7 ans de prison et 150 000 euros d'amende.

Nous avons renforcé :

Les obligations des plateformes numériques (réseaux sociaux, sites pornographiques, groupes privés...) : elles devront désormais retirer sous 24h les contenus à caractère sexuel diffusés sans le consentement des personnes représentées dans les vidéos (aussi connu sous le nom de "revenge porn") et devront retirer les contenus représentant des scènes de violences sexuelles, avec actes de torture et de barbarie diffusés sur les sites pornographiques.



DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES



À L'ÉCHELLE NATIONALE

FAVORISER LA RECONSTRUCTION DES FEMMES PAR LE SPORT APRÈS DES VIOLENCES

À l'occasion du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, j'ai organisé l'événement "Combattantes. Après des violences, le sport pour se reconstruire".

Ouvert au public, l'objectif de l'événement était d'illustrer la résilience des femmes face aux violences, et montrer le rôle transformateur du sport dans leur parcours.

L'événement a débuté par un discours de Bérangère Couillard, (à l'époque) ministre chargée de l'Égalité Femmes-Hommes.

Elle s'est poursuivie par la diffusion du film « Touchées », produit par Alexandra Lamy, puis par une table ronde réunissant plusieurs acteurs engagés dans les droits des femmes et le sport.



28 novembre, Paris

MIEUX PROTÉGER LES VICTIMES DE VIOL

En France, 94 000 femmes sont victimes de viol ou de tentatives de viol chaque année. Alors pourquoi seulement 14% de condamnations ?

En tant que présidente de la Délégation aux Droits des Femmes, j'ai souhaité lancer une mission d'information autour de la définition du viol pour déterminer si oui ou non, celle-ci permet de protéger l'ensemble des victimes, notamment celles en situation de vulnérabilité (handicap, précarité économique, situation d'autorité ou de pouvoir, soumission chimique, sidération...). L'une des pistes sur laquelle nous travaillons est l'intégration de la notion de consentement afin d'envoyer un signal fort à toute la société : un rapport non consenti est un viol.



5 décembre, Paris

Aux côtés de ma collègue Marie-Charlotte Garin (EELV), nous auditionnons magistrats, avocats, professeurs de droit, associations féministes, victimes, professionnels de santé pour comprendre les freins aux condamnations.

Notre boussole : mieux protéger les victimes et faire reculer l'impunité.

DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AU COEUR DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Dans un contexte de recul des droits des femmes et notamment du droit à l'avortement en Europe, notre mobilisation doit être pleine et entière pour que l'égalité entre les femmes et les hommes ne régresse pas.

C'est pourquoi, avec mes homologues présidentes des délégations aux droits des femmes du Sénat et du CESE (Conseil Économique Social et Environnemental), nous nous sommes réunies pour échanger autour des futures élections européennes et réaffirmer l'importance d'une alliance européenne pour porter haut et fort les droits des femmes.

Pour ce faire, nous avons invité des représentants français des partis politiques au Parlement européen et leur avons demandé :

- 1/ d'intégrer l'égalité femmes-hommes à leurs programmes de campagnes
- 2/ d'accroître la représentation des femmes parmi leurs candidats.



10 octobre, Paris



REPRÉSENTER LA FRANCE

L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

L'Union Interparlementaire est une organisation internationale qui regroupe les Parlements mondiaux et dont je suis membre du Bureau des Femmes : c'est une très belle instance de dialogue entre tous les pays et leurs représentants à laquelle je suis très fière d'appartenir.

En octobre dernier nous nous sommes réunis en Angola pour échanger sur les mesures à prendre pour éliminer la traite des enfants par des mesures politiques et législatives fortes : c'est un merveilleux travail collectif, efficace et qui a du sens.



23-27 octobre, Angola





DANS LES MÉDIAS

Parce que le travail de la députée se reflète également au travers des médias, j'ai eu plaisir à échanger avec certains d'entre eux récemment pour montrer la réalité de mon travail et mettre en avant ma lutte contre la démagogie et les extrêmes.



Le Dauphiné Libéré : "Crise du logement en Haute-Savoie, les solutions de la députée Véronique Riotton". 27 septembre 2023.



L'Hebdo des Savoie : "Une députée dynamique au niveau national et sur son territoire". 6 octobre 2023



L'Hebdo des Savoie : "Parlement des Jeunes : un nouveau moyen d'expression pour la jeunesse". 9 novembre 2023



ODS Radio : "Logement : une proposition de loi de Véronique Riotton". 5 décembre 2023





NOUS RETROUVER

À LA PERMANENCE PARLEMENTAIRE

Pour que nous nous rencontrions et que nous échangions, je vous invite à nous rendre visite dans notre permanence parlementaire au :

8 Avenue d'Aléry, 74000 Annecy

Mon équipe et moi même serons ravis de vous accueillir !

Pour le confort de tous, je vous encourage vivement à prendre rendez-vous au 04 50 24 88 19 ou bien par courriel à veronique.riotton@assemblee-nationale.fr.



LORS DE MES PERMANENCES ITINÉRANTES

Tout au long de l'année, nous organisons des permanences mobiles dans vos mairies pour venir à votre contact.

Pour retrouver les dates de mes prochaines permanences, suivez moi sur mes réseaux sociaux et suivez mon actualité sur mon site Internet.

N'hésitez pas à venir échanger avec moi !

SUR MES RÉSEAUX SOCIAUX



Riottton.fr



@Véronique Riotton



@V_Riotton



@veroniqueriotton



@veroniqueriotton